

# Les emplois du secteur public sont intrinsèquement écologiques

lundi 26 mars 2018, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 18 février 2018).

La question écologique, particulièrement la crise climatique et celle de la biodiversité, mise en évidence par les catastrophes qui se multiplient, devient la question sociale prioritaire et sera celle de ce siècle. Ces crises sont actuellement sous-jacentes — et elles deviendront premières — à la multiplication des guerres, enjeu mondial prioritaire. Elles le sont aussi aux mouvements migratoires, cause première des peurs raciste et xénophobe, en particulier islamophobe, qui gangrènent la solidarité populaire indispensable aux victoires des luttes sociales dont celles syndicales.

**1. Ces emplois ne requièrent directement aucune énergie fossile.** La production de services de santé, de l'enseignement, de garderies et sociaux exigent essentiellement de l'énergie humaine. L'apport en énergie mécanique est indirect et minimal (climatisation, informatique, instruments). Les services publics s'opposent à cet égard à la production manufacturière qui est intrinsèquement énergivore même si c'est pour des produits nécessaires et même si une partie (ex. aluminium) l'est davantage.

**2. Ces emplois sont riches en production de rapports sociaux, en liaisons humaines,** ce qui exige du temps et va à l'encontre de l'« efficacité » patronale (nombre d'actes à l'heure, taille maximum des groupes ou des charges avec un soutien minimum). Ils sont l'envers de la médaille des conditions de travail que la super-austérité néolibérale de la contre-réforme Barette. Cet enrichissement du tissu humain s'oppose à l'isolement consumériste qui mène à l'accumulation des produits de consommation, une imitation de l'accumulation capitaliste. Cette « société de consommation » compensatrice, et celle du spectacle engendrée par le travail aliéné sous direction patronale, servent de justification à la croissance sans fin des « bon marché » énergies fossiles et nucléaire et même hydroélectrique.

**3. Le besoins sociaux prioritaires du nouveau siècle sont les services à la population** dont les actuels services publics, à bonifier, sont le noyau autour duquel il faut construire. Sont à ajouter les services de transport sur fond de suppression des véhicules privés ; les services d'énergie privilégiant l'économie d'énergie, particulièrement dans les bâtiments, puis le solaire et l'éolien ; les services d'information à la consommation sur fond de suppression de la publicité ; les services de réparation et de reconditionnement des produits manufacturés sur fond d'interdiction de l'obsolescence planifiée et des produits jetables ; des services de réutilisation et de recyclage sur fond de la responsabilisation des entreprises manufacturières.

**4. Les bas salaires et les emplois précaires ne permettent pas l'accès à des produits écologiques** tels des logements bien isolés, et encore moins ceux dotés des meilleurs technologies pour réduire la consommation d'énergie, d'équipements électro-ménagers éco-énergétiques, de véhicules — en autant qu'ils soient nécessaires — électriques ou hybrides, d'aliments d'origine agro-biologique et plus généralement de produits durables. (Par contre, les salaires trop élevés de la haute direction et de certains professionnels, et encore plus les revenus du capital, permettent l'achat de maisons surdimensionnées, de véhicules luxueux et énergivores et d'inutile consommation ostentatoire.)

**5. La diminution du temps de travail**, particulièrement de la semaine de travail, sans baisse de revenus et avec emplois compensatoires créés, comme on le sait, du temps libre pour le loisir, la création et l'implication sociale tout comme la création d'emplois socialement nécessaires. Cette diminution — on l'oublie trop souvent — qui fut le point d'orgue des revendications syndicales jusque dans les années 1950 est un antidote à la priorité donnée depuis lors aux augmentations salariales. Si le rattrapage salarial et la protection contre l'inflation se justifient pleinement, comme lors du Front commun historique de 1972, des augmentations happées par le piège du consumérisme encouragent la propriété privée immobilière, l'accumulation de biens durables et la financiarisation des régimes de retraite. En résulte la propension à l'individualisme qui affaiblit la solidarité prolétarienne et populaire.

**Marc Bonhomme**, 19 février 2018

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; bonmarc videotron.ca

---